

UNE ERREUR SUICIDAIRE

J'ai écrit voilà trois jours dans mes Réflexions du jeudi 25 au soir : « Nous ignorons ce qu'il se passera cette nuit ou demain au Honduras, mais la conduite courageuse de Zelaya passera à l'Histoire. »

J'avais aussi écrit deux paragraphes plus haut : « Ce qu'il se passe dans ce pays sera un test pour l'OEA et pour l'administration étasunienne. »

L'antédiluvienne institution interaméricaine, qui s'était réunie le lendemain à Washington, avait promis dans une résolution en demi-teinte et tiède de faire aussitôt les démarches pertinentes pour chercher une harmonie entre les parties en conflit. Autrement dit une négociation entre les putschistes et le président constitutionnel du Honduras.

Le haut gradé, qui restait à la tête des forces armées honduriennes, se prononçait publiquement contre les positions du président, dont il ne reconnaissait l'autorité que du bout des lèvres.

Les putschistes n'attendaient pas autre chose de l'OEA. Peu leur importait la présence d'un grand nombre d'observateurs internationaux qui étaient arrivés dans le pays pour attester d'une consultation populaire et avec lesquels le président Zelaya s'était entretenu jusque tard dans la nuit. Ce matin, au petit jour, ils ont lancé contre la résidence du président environ deux cents soldats de métier bien entraînés et armés qui, écartant rudement l'escouade de la garde d'honneur, ont séquestré Zelaya, qui dormait alors, l'ont conduit à la base aérienne, l'ont fait monter de force dans un avion et l'ont déposé sur un aéroport costaricien.

C'est à huit et demi du matin que nous avons appris par *TeleSur* cet assaut contre la maison présidentielle et l'enlèvement. Le président n'a pas pu assister au lancement de la consultation populaire qui devait se dérouler ce dimanche-ci. On ignorait encore son sort.

La télévision officielle a été interrompue. Les putschistes souhaitaient empêcher une divulgation prématurée de leur trahison à travers *TeleSur* et *CubaVisión Internacional*, qui informaient des faits. Aussi ont-ils suspendu les centres de retransmission et fini par couper le courant dans tout le pays. Le Congrès et les hauts tribunaux, impliqués dans la conspiration, n'avaient pas encore publié les décisions qui la justifiaient. Ils ont d'abord fait leur coup d'État inqualifiable, puis l'ont légalisé.

Le peuple s'est réveillé, a constaté ce fait acquis et a commencé à réagir avec indignation. On ignorait toujours le sort de Zelaya. Trois heures après, la réaction populaire était telle qu'on a vu des femmes frapper du poing des

2

soldats dont les fusils leur tombaient presque des mains tant ils étaient désarçonnés et nerveux. Au départ, on aurait dit qu'ils livraient un étrange combat contre des fantômes ; plus tard, ils ont tenté de bloquer de leurs mains les objectifs des caméras de *TeleSur*, ils visaient, tremblant, les reporters et quand les gens avançaient, ils reculaient parfois. Les putschistes ont envoyé des transports blindés armés de canons et de mitrailleuses. La population discutait sans peur avec les occupants des blindés. Étonnante réaction populaire !

Vers deux heures de l'après-midi, en coordination avec les putschistes, une majorité domestiquée du Congrès a déposé Zelaya, le président constitutionnel, et nommé un nouveau chef d'Etat, affirmant au monde, après avoir présenté une signature falsifiée, qu'il avait démissionné. Quelques minutes après, depuis un aéroport costaricien, Zelaya a informé de ce qu'il se passait et a démenti catégoriquement avoir démissionné. Les conspirateurs se couvraient de ridicule aux yeux du monde.

Bien d'autres choses se sont déroulées aujourd'hui. *CubaVisión* s'est consacrée presque toute entière à démasquer le putsch, informant tout le temps notre population.

Certains faits ont revêtu un caractère nettement fasciste. Bien que prévisibles, ils ne cessent d'étonner.

La cible fondamentale des putschistes a été, après Zelaya, Patricia Rodas, la ministre hondurienne des Affaires étrangères. Ils ont dépêché un autre détachement chez elle. Courageuse et résolue, il a agi vite et n'a pas perdu une minute pour dénoncer le putsch par tous les moyens. Notre ambassadeur, Juan Carlos Hernández, était entré en contact avec elle pour s'informer de la situation, comme l'ont fait d'autres ambassadeurs. À un moment donné, elle a demandé aux représentants diplomatiques du Venezuela, du Nicaragua et de Cuba de la rejoindre, car, féroce harcelée, elle avait besoin d'une protection diplomatique. Notre ambassadeur, qui avait été autorisé dès le premier instant à offrir le plus grand appui possible à la ministre constitutionnelle et légale, s'est alors rendu chez elle.

Alors que les ambassadeurs étaient déjà avec elle, le commandement putschiste envoie le commandant Ocegüera l'arrêter. Les ambassadeurs forment un écran devant elle et informent le militaire qu'elle se trouve sous protection diplomatique et qu'elle ne se déplacera qu'en leur compagnie. Ocegüera discute avec eux respectueusement. Quelques minutes après, de douze à quinze hommes en battle-dress et encagoulés pénètrent dans la résidence. Les trois ambassadeurs font alors bloc autour de Patricia ; les encagoulés agissent brutalement et parviennent à séparer les ambassadeurs vénézuélien et nicaraguayen, mais le nôtre, Hernández, est accroché si fort à

son bras que les encagoulés les traînent tous les deux jusqu'à une fourgonnette, les conduisent jusqu'à la base aérienne, parviennent à les séparer et emmènent Patricia. Alors que notre ambassadeur est arrêté, Bruno Parrilla, notre ministre des Relations extérieures, qui a eu des nouvelles de l'enlèvement, parvient à l'avoir sur son portable, mais un des encagoulés tente brutalement de le lui arracher. Notre ambassadeur, qui avait déjà reçu des coups chez Patricia, lui crie : « Ne me bouscule pas, *cojones* ! » Je ne me rappelle pas si Cervantès a déjà utilisé ce mot, mais notre ambassadeur Juan Carlos Hernández a sûrement enrichi notre langue.

Après, les encagoulés l'ont abandonné sur une route, loin de l'ambassade, et l'ont averti avant de le libérer que s'il parlait, il risquait de lui arriver quelque chose de pire. « Rien n'est pire que la mort ! », leur a-t-il rétorqué dignement, « et pourtant vous ne me faites pas peur. » Les habitants de l'endroit l'ont aidé à regagner l'ambassade d'où il est aussitôt entré de nouveau en contact avec Bruno.

On ne peut négocier avec les hauts gradés putschistes. Il faut exiger leur démission, et que des officiers plus jeunes et non compromis avec l'oligarchie se substituent à eux. Sinon, il n'y aura jamais de gouvernement « du peuple, par le peuple et pour le peuple » au Honduras.

Les putschistes, acculés et isolés, n'ont aucune échappatoire possible si on leur fait face avec fermeté.

Jusqu'à M^{me} Clinton a déclaré dans l'après-midi que Zelaya était le seul président hondurien. Et les putschistes, sans l'appui des États-Unis, n'osent même pas respirer.

Encore en pyjama voilà quelques heures, Zelaya sera reconnu par le monde entier comme le seul président constitutionnel du Honduras.

Fidel Castro Ruz
28 juin 2009
18 h 14